

LIMITATION DES MANDATS PRÉSIDENTIELS

La fausse concession de Bouteflika

A quelques rares exceptions, tous ceux qui, partis, organisations, personnalités nationales, se sont rendus à la présidence, chez la commission Bensalah et même ceux qui ne s'y sont pas rendus, plaident pour une limitation des mandats présidentiels à deux. De loin, c'est le seul point qui fait l'unanimité.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - La classe politique, toutes tendances confondues, tranche définitivement en faveur d'un retour à l'ancienne disposition constitutionnelle introduite sous Zeroual et consistant à mettre fin aux présidences à vie.

L'article 74 de la «défunte» Constitution qui se dressait comme seul obstacle à la pérennisation de Abdelaziz Bouteflika à la tête de l'Etat, avait fait, que l'on se rappelle, unanimité «contre lui», en 2007-2008. A l'exception du RCD et de quelques acteurs du pôle démocratique, tous bannis des médias à l'époque, le restant de la classe politique, associative et médiatique exécutait une campagne menée, commanditée et contrôlée par la présidence et consistant à «exhorter son excellence à réviser la Constitution et à se présenter pour un troisième mandat».

Après 2004, c'en était là un second passage en force de Abdelaziz Bouteflika qui fera sauter ce verrou constitutionnel, le 12 novembre 2008, via les deux chambres du

Parlement. En juin 2011, même les partis de l'Alliance présidentielle, les organisations de masse inféodés au pouvoir et tous les relais classiques du pouvoir se prononcent pour un retour à la limitation des mandats présidentiels.

Ce «miracle» est-il dû aux répercussions de la nouvelle conjoncture internationale, dans le monde arabe particulièrement ? A des pressions internationales sur le pouvoir algérien ?

A bien y regarder, il ne s'agit nullement d'une concession faite sous la contrainte. Mais d'une fausse concession faite par Bouteflika dont le règne n'est paradoxalement pas du tout menacé par cet amendement constitutionnel qui se fera certainement.

Le MSP, l'UGTA, mais surtout le RND du Premier ministre Ahmed Ouyahia plaident clairement et publiquement pour la limitation des mandats. Et quand c'est Ouyahia qui le dit, c'est que cela sera ! Pour la simple raison que la chose est convenue en haut lieu. C'est, entre autres, l'une



Photo : Samir Sid

des décisions arrêtées lors des fameuses réunions secrètes des Six, qui ont regroupé Bensalah, Ziari, Bessayeh, Ouyahia et

Belkhadem autour de Bouteflika en mars dernier. C'est également l'une des mesures prises par le Conseil national de sécuri-

té lors de ses réunions à la même période.

Bouteflika, dont le mandat court jusqu'au mois d'avril 2014, est lesté par un handicap majeur : un état de santé qu'il n'arrive même plus à dissimuler. Son discours du 15 avril dernier était le meilleur démenti à la thèse officielle entretenue depuis janvier 2006 autour de l'état de santé du locataire du palais d'El Mouradia.

L'homme surprend, certes, à chaque fois par des périodes de rémissions spectaculaires, mais désormais, c'est de notoriété publique que le Bouteflika de 2011 n'est plus celui que les Algériens ont connu jusqu'à fin 2005. Même des acteurs les plus en vue dans le proche cercle présidentiel comme Abdelaziz Belkhadem n'hésitent plus à afficher leurs ambitions présidentielles et de manière même ostentatoire.

Et ce n'est sûrement pas par souci «de démocratie» que le SG du FLN renvoie la position du parti sur cette question du nombre des mandats présidentiels aux calendes grecques. Lui-même se disant d'ailleurs «personnellement pour un mandat présidentiel ouvert», Belkhadem est carrément, lui, dans l'après-Bouteflika.

Quand il parle des mandats présidentiels, il pense aux siens et non pas par souci de «plaire» à Bouteflika. Ceci pour la simple raison que l'application des lois n'étant pas à effet rétroactif, le prochain amendement de la Constitution dans le sens de la limitation des mandats présidentiels n'empêchera pas Bouteflika de se présenter en 2014, voire en 2019 aussi. «Si Dieu nous prête vie», dixit Abdelaziz Belkhadem...

K. A.

CINQ PARTIS APPELLENT À LA SUPPRESSION
DES ARTICLES «DISCRIMINATOIRES»

Haro sur la loi électorale

A peine les consultations achevées, cinq partis politiques ayant pris part lancent une offensive. Ils protestent contre les articles interdisant aux formations obtenant un score de moins de 3% de participer aux élections.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Affirmant avoir en commun une vision des réformes à venir, le PRA, le MJD, le MNE, le PNSD et le FEN qui avaient élaboré un mémorandum lorsqu'ils étaient reçus par la commission Bensalah, pestent contre la loi électorale.

Le secrétaire général du PRA considère d'ailleurs que c'est la nouvelle mouture de la loi électorale qui

donnera le la aux réformes et qui renseignera sur les intentions du pouvoir.

Kamel Bensalem estime que les prochaines législatives auront valeur de test. Tout comme les autres présidents de partis politiques présents hier à la conférence de presse, il estime que la notion de «petits» ou «grands» partis est une discrimination. Il conteste l'exclusion de fait des partis

qui, dit-il, se conforment à la loi et tiennent régulièrement leurs réunions organiques.

Taleb Chérif du PNSD, quant à lui, considère avoir accepté en toute bonne foi l'invitation de la commission. Le temps, dit-il, finira par donner raison ou pas à ceux qui ont fait le choix de décliner l'invitation.

Fort de ses 51 propositions, le Dr Hadeef du Mouvement national pour l'espoir estime que la loi électorale est un texte partisan et appelle à la suppression des mécanismes discriminatoires car, rappel-

le-t-il, une loi électorale doit définir la règle du jeu. Il plaide également pour une constitution plus républicaine et un accès égal aux médias lourds pour l'ensemble des formations politiques. Chalabia Mahdjoubi du MJD n'en pense pas moins. Elle s'insurge contre la classification des partis en grands et petits et considère que si les moyens étaient mis à disposition de toutes les formations politiques de manière équitable, les données ne seraient certainement pas les mêmes.

N. I.

CONFÉRENCE DE PRESSE DE FAOUZI REBAÏNE

«Toutes les conditions sont réunies pour un changement politique»

Dans une conférence de presse tenue hier, le président du parti AHD 54 a déclaré que toutes les conditions sont réunies pour un changement politique. «Nous insistons sur l'urgence de la tenue d'une élection présidentielle anticipée. C'est la seule solution pour une sortie de crise», a déclaré Faouzi Rebaïne.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le président de AHD 54 a annoncé la tenue d'une série de rencontres régionales à l'est, au centre et à l'ouest du pays.

Ces rencontres, selon Faouzi Rebaïne, visent à réunir les militants pour une série de consultations. Il reviendra, par ailleurs, sur les consultations de la commission Bensalah et rappellera que son parti a décliné l'in-

invitation. «Nous avons aussi refusé l'invitation du ministre de l'Intérieur. Et nous nous interrogeons plutôt sur la possibilité que cette commission ait atteint les buts fixés. Les personnalités qui ont participé aux consultations représentent-elles vraiment la majorité du peuple algérien ?» s'est interrogé Faouzi Rebaïne qui se montrera sceptique s'agissant d'un éventuel changement en 2012.

Le président de AHD 54 est également revenu sur les dernières assises de la société civile dirigées par le président du CNES. «Mohamed-Seghir Babès dans cette situation peut-il être neutre ?

A-t-il été juge ou avocat ? En fait, cette mascarade a été animée par des comités de soutien au pouvoir et cette situation est préoccupante pour l'avenir», a souligné Faouzi Rebaïne qui déclare que son parti souhaite un

changement pacifique. «Cette donnée doit être prise en considération par les décideurs en vue d'éviter les émeutes du mois de janvier dernier.

Le pouvoir veut acheter la paix sociale mais il ne peut pas acheter la paix politique», a-t-il précisé.

Le président de AHD 54 évoquera le fait que l'opposition soit privée d'espaces d'expression notamment l'accès aux médias lourds.

L'intervenant exprimera aussi son soutien aux animateurs du mouvement révolutionnaire qui est le seul représentant du peuple.

«Il est à noter que le pouvoir algérien va à l'encontre de la position des peuples qui ont exprimé leur colère et n'a rien déclaré sur les massacres du peuple syrien et des autres peuples qui se sont soulevés dans les pays arabes.»

F.-Z. B.

COLLECTIF «LIBÉREZ

MOHAMED GHARBI»

Sit-in, mercredi, devant le ministère de la Justice

Le collectif «Libérez Mohamed Gharbi» organisera, mercredi prochain, un sit-in devant le ministère de la Justice.

«Le collectif demande à tous les sympathisants et militants pour la cause Mohamed Gharbi, à tous ceux qui ont signé la pétition, à tous ceux qui refusent l'injustice et à tous ceux qui, depuis le début, soutiennent ce grand homme, de venir nombreux le 29 juin 2011 à 13h, devant le ministère de la Justice, observer un sit-in pour exprimer haut et fort leur solidarité et demander la libération de Mohamed Gharbi», précise un communiqué de LMG.

Cette nouvelle action a pour but d'accélérer la procédure de mise en liberté conditionnelle bloquée depuis plusieurs mois au niveau du département de Tayeb Belaïz. «M. Mohamed Gharbi, moudjahid et Patriote, âgé de 75 ans, continue d'affronter la solitude dans sa cellule jour après jours depuis plus de 10 ans et 4 mois. Son dossier de demande de libération conditionnelle reste toujours bloqué au niveau du ministère de la Justice, et ce, depuis plus de 4 mois. Le dossier de Mohamed Gharbi est complet et il est libérable depuis février 2011, il remplit toutes les conditions exigées par la loi (à savoir la moitié de sa peine purgée, le rapport favorable du directeur de la prison, le justificatif de dédommagement versé à la famille de la victime à hauteur de 1 000 000 dinars, et tous les documents nécessaires à la constitution du dossier). C'est pour cela que nous faisons appel à vous pour vous mobiliser encore une fois autour de cet homme, afin de lui permettre de rejoindre ses proches et de passer, inch'Allah, le mois sacré de Ramadan auprès des siens.»

T. H.